JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS		ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression Française ... 1 an	6 mois	Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 Téléphone : 37-18 — LOME.	La ligne
Ordinaire	1.300 frs 800 frs		minimum
Avion	3.300 frs 1.700 frs		Chaque annonce répétée : moitié prix :
Etranger	1 an 6 mois		minimum
Ordinaire	1.600 frs 900 frs	Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	Direction, Rédaction et Administration :
Avion	3.750 frs 2.300 frs		Cabinet du Président de la République
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie :		Téléphone : 27-01 — LOME
	Par porteur ou par poste :		
	Togo, France et autres Pays d'expression française	90 frs	
	Etranger : Port en sus.		

SOMMAIRE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

1964

- 13 février — Arrêté n° 1/MJ portant désignation d'assesseurs près la chambre d'annulation pour l'année 1964 1
- 13 février — Arrêté n° 2/MJ portant désignation d'un représentant de la République togolaise devant le tribunal administratif 2
- 13 février — Arrêté n° 3/MJ désignant le directeur des finances pour représenter la République togolaise devant le tribunal de droit moderne 2

ARRETE N° 1/MJ. du 13 février 1964 portant désignation d'assesseurs près la chambre d'annulation pour l'année 1964.

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire, notamment en son article 16 ;

Vu le décret n° 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi n° 61-17 du 12 juin 1961, sus-visée ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur,

ARRETE :

Article premier — La liste des assesseurs près la chambre d'annulation pour l'année 1964 est établie ainsi qu'il suit, en conformité de l'article 16 de la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 :

- 1° Gassou K. Samedi, planteur demeurant à Baguida, coutume Ewé.
- 2° Gayakpa Boniface, contrôleur des taxes municipales à Tsévié, coutume Ewé.
- 3° Assogbavi Michel Kokou, entrepreneur, 202 Boulevard Circulaire à Lomé, coutume Fon.
- 4° Johnson Jean Richard, médecin, 88 Nouveau Boulevard à Lomé, coutume Mina.
- 5° Ajavon Anthon Ama, directeur commercial, 25 rue Champagne à Lomé, coutume Mina.
- 6° Akpaki Hermann, marchand de gravillons, 3 rue Curie à Lomé, coutume Ana.
- 7° Pindra Félix Zakari Yao, commis en retraite, 12, rue Guillemard à Lomé, coutume Yorouba.
- 8° Boukari Ali, poseur en service aux C.F.T., voie et bâtiments demeurant quartier Zongo à Lomé, coutume Cotocoli.
- 9° Kalifé Jacob, chef supérieur de Vogan, coutume Ouatchi.
- 10° Adjokou Louis, planteur et chef du village de Ahépé Assiko (Tabligbo), coutume Ouatchi.
- 11° Tchakpana Théodore, propriétaire demeurant à Amlamé, coutume Akposso.

12° Palanga Basile, en service au bureau des douanes d'Aflao, coutume Cabraise.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise, affiché et communiqué partout où besoin sera.

Lomé le 13 février 1964.

A. Kuévidjen

ARRETE N° 2/MJ du 13 février 1964 portant désignation d'un représentant de la République togolaise devant le tribunal administratif.

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 et notamment son article 20 in-fine ;

Vu le décret n° 63-79 du 6 juillet 1963 relatif aux attributions du ministre de la justice ;

Vu la lettre n° 3/TAT du 23 janvier 1964 du président du tribunal administratif relative à la désignation d'un représentant de la République togolaise devant la dite juridiction,

A R R E T E :

Article premier. — M. Benoît Bedou, directeur des finances est désigné pour défendre les intérêts de l'Etat devant le tribunal administratif dans l'affaire qui oppose la République togolaise à M. Content Gaston.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 février 1964

A. Kuévidjen

ARRETE N° 3/MJ. du 13 février 1964 désignant le directeur des finances pour représenter la République togolaise devant le tribunal de droit moderne.

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 et notamment son article 20 in fine ;

Vu le décret n° 63-79 du 6 juillet 1963 relatif aux attributions du ministre de la justice ;

Vu la lettre n° 280 du 22 janvier 1964 du procureur de la République près le tribunal de droit moderne sollicitant la désignation d'un représentant de la République togolaise pour défendre les intérêts de l'Etat dans l'instance qui l'oppose au sieur Koumako Joseph,

A R R E T E :

Article premier. — M. Bedou Benoît, directeur des finances est désigné pour défendre les intérêts de l'Etat devant le tribunal de droit moderne de Lomé dans l'affaire qui oppose la République togolaise à M. Koumako Joseph.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 février 1964.

A. Kuévidjen.